

Pisar, Samuel, *Les armes de la paix*, Denoël, 1970, 298 p.

Antoine Ayoub

Volume 2, numéro 3, 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700131ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700131ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ayoub, A. (1971). Compte rendu de [Pisar, Samuel, *Les armes de la paix*, Denoël, 1970, 298 p.] *Études internationales*, 2(3), 495–496.

<https://doi.org/10.7202/700131ar>

PISAR, Samuel, *Les armes de la paix*, Denoël, 1970, 298p.

*Les armes de la paix* de S. Pisar sont l'ouverture et la collaboration économique entre l'Est et l'Ouest. À condition, bien entendu, que les deux parties acceptent et désirent ce jeu. Pour l'auteur cela va de soi, surtout du côté de l'Est tant est grand le besoin de ce groupe de pays, de la technologie avancée et du capital abondant qui caractérisent les pays de l'Ouest, États-Unis en tête. En revanche, ces derniers sont poussés à l'échange non pas tant par des motifs d'ordre mercantile (le profit) mais, essentiellement, par le souci de désamorcer l'hostilité idéologique et de libéraliser l'atmosphère politique qui règnent à l'Est.

Donc la base de l'échange est, principalement, économique à l'Est et politique à l'Ouest. Cette thèse, non dépourvue de fondements, de prime abord se révèle, à l'analyse, comme très peu originale et de courte vue.

Peu originale, parce que toute la politique restrictive à l'échange avec l'Est était, jusqu'à très récemment, fondée sur la présomption que cette attitude ne « coûte » pas cher économiquement aux États-Unis. Le dernier qui, jusqu'à présent, a avancé une telle idée fut Evsey D. Domar, en réponse à une communication présentée par Khachatourov lors du III<sup>e</sup> Congrès de l'Association Internationale de Sciences Économiques, en 1968<sup>1</sup>. Il ne faut pas, nous semble-t-il, manquer de noter, ici, au passage, le paradoxe de voir les défenseurs les plus acharnés des thèses libres-échangistes se muer par un coup de baguette « extra-économique » en protectionnistes convaincus. Ce va-et-vient perpétuel entre les deux pôles opposés de la politique commerciale extérieure, rythmé souvent par des événements extra-économiques, affaiblit grandement l'utilité pratique de la théorie des coûts comparatifs sans entamer, il va de soi, sa propre valeur et sa propre logique intrinsèques. Nous sommes, ici, devant le cas typique d'une théorie inattaquable et sans bavure quant à sa logique interne mais qui, rarement, était vérifiée empiriquement et en regard des réalités concrètes et non pas supposées des échanges extérieurs. Il ne faut pas chercher dans l'ouvrage de S. Pisar un début de théorisation du nouveau phénomène d'ouverture éco-

nomique entre l'Est et l'Ouest qui, par ailleurs, a été admirablement décrit par l'auteur. La tentation aurait pu être très grande pour ce genre de recherches, n'eût été les contraintes imposées par la collection dans laquelle ce livre est publié (Collection « Défi » de Servan-Schreiber qui, d'ailleurs, préface le livre). Aucune référence n'est donc faite aux travaux de pionnier dans ce domaine, du regretté Maurice Byé<sup>2</sup>.

D'autre part, et sur un autre plan, la thèse de S. Pisar est, du fait même de la faiblesse de son armature théorique, de courte vue. Car, est-ce vrai qu'à long terme et dans le cadre des objectifs finaux à atteindre, la motivation de l'Ouest est essentiellement politique ? Il est permis d'en douter, surtout que les firmes de l'Ouest qui s'ouvrent à l'échange et décident d'investir dans les pays de l'Est ne peuvent, sans risque d'entamer la rationalité et l'efficacité de leurs décisions, donner la priorité aux arguments d'ordre politique sur les arguments d'ordre économique. Il va de soi que l'évolution politique dans un sens plus libéral, dans les pays de l'Est comme dans les pays de l'Ouest, d'ailleurs, est une condition nécessaire à la réussite de l'ouverture mais elle n'est pas la condition suffisante.

Dans ce contexte, il est difficile de vouloir concilier l'inconciliable. Ou bien l'on continue à raisonner d'après le schéma théorique traditionnel en acceptant de considérer les facteurs politiques, institutionnels, etc., comme des « données » et, dans ce cas, les motivations que donne implicitement l'auteur à l'un des co-échangistes (les pays de l'Ouest), n'auront pas de fondements solides dans la théorie économique ; ou bien l'on tient compte des facteurs extra-économiques dans les motivations à l'échange et, dans ce cas, la référence à une théorie du commerce extérieur nouvelle ou renouvelée devient nécessaire. D'ailleurs, l'auteur ne manque pas de souligner que « l'élaboration des concepts juridiques et économiques nécessaires pour charpenter un tel mouvement en est encore à un stade embryonnaire » (p. 64).

Ceci étant dit, l'intérêt de l'ouvrage sur le plan de l'information reste intact. En fait, l'auteur nous brosse en connaisseur et en homme d'action (en tant qu'avocat international, il est

dans la plupart des tractations et des contrats signés entre les firmes privées de l'Ouest et les trusts d'États de l'Est) un tableau presque complet des conditions, des contraintes, des réalisations et des perspectives des relations économiques est-ouest. Uniquement pour ce côté documentaire, le livre de S. Pizar présente un intérêt certain, d'autant plus que les informations dans ce domaine sont très difficiles d'accès et très rarement synthétisées.

En dernier lieu, il ne faut surtout pas oublier de lire le chapitre dix intitulé « Journal d'un négociateur », qui éclaire d'une lumière vive, réaliste et humoriste, tout le reste de l'ouvrage.

Antoine AYOUB

*Science économique,*  
*Université Laval.*

1 P. A. SAMUELSON (présenté par), *L'avenir des relations économiques internationales*, Calman-Lévy, 1971, pp. 186-187.

2 Maurice BYÉ, « Au-delà du commerce et de l'aide », *Le Monde Diplomatique*, novembre 1965 ; « Vers la production en commun », *Le Monde Diplomatique*, décembre 1965.

SAMUELSON, Paul A. (présenté par), *L'avenir des relations économiques internationales*, Calman-Lévy, 1971, Coll. « Perspectives de l'Économie », 366p.

Il s'agit des communications, rapports et mémoires présentés lors du III<sup>e</sup> Congrès de l'Association Internationale des Sciences Économiques, qui s'est tenu à Montréal, en 1968. Le titre de l'ouvrage indique le thème général du Congrès.

Avant d'aborder l'analyse de cet ouvrage il faut saluer chaleureusement l'initiative prise conjointement par le professeur R. Mossé (préfacier et coordonnateur de l'ouvrage, par la maison d'édition et le C.N.R.S. français, qui a permis, par une subvention, la réalisation de cette édition. En effet, il était aberrant que les Actes du congrès de cette association internationale soient publiés uniquement en anglais,

d'autant plus que ce congrès n'a lieu que tous les six ans.

Était-il donc si coûteux et si irréalisable de « prodiguer » l'effort nécessaire afin d'enrichir la littérature économique française d'un apport de cette importance ? Il faut espérer, néanmoins, que cette initiative se répétera en 1974, date du prochain congrès.

Une deuxième remarque avant d'attaquer notre propre sujet, a trait à la répartition par langue des communications et des rapports. La constatation qui vient directement à l'esprit devant l'évidence des faits, c'est que l'anglais demeure l'*esperanto* des économistes. On peut deviser longtemps sur l'origine, la persistance et la croissance de ce phénomène, il n'en demeure pas moins vrai que son effet est déplorable : ignorance presque totale de tout ce qui s'écrit ou se dit en une langue autre que l'anglais, sauf de rares exceptions. L'argument avancé chaque fois que l'on soulève le problème est que le coût marginal de l'apprentissage est très élevé par rapport aux bénéfices escomptés sur le plan du métier.

Avec toute la modestie scientifique qui s'impose dans ce domaine et sans aucunement nier l'apport irremplaçable de la littérature anglaise en sciences économiques il est légitime de douter du bien-fondé de cette attitude. Qu'il nous soit permis de mentionner ici que lors d'un récent congrès mondial, un économiste de l'école anglo-saxonne s'est taillé un « succès unanime » en présentant presque textuellement des idées qui furent développées, il y a une vingtaine d'années en France, par le professeur Fr. Perroux. Le pire est que l'économiste en question n'a même pas pris la peine de citer ses sources.

Ces deux remarques étaient obligatoires dans la mesure où il s'agit des Actes d'un congrès et d'une association qui se veut *internationale*... Reste le plus important, c'est-à-dire les rapports et les commentaires. Que peut-on dire à leur sujet ?

En premier lieu, et comme dans tout congrès, l'inégale qualité scientifique des rapports est de mise. Il serait, par conséquent, injuste de comparer l'article descriptif et plutôt superficiel de Khachatourov aux envolées théoriques de grand style d'un H. Johnson ou d'un T. Scitovsky.